



Doc. 15049

28 janvier 2020

Prisonniers politiques en Fédération de Russie

Proposition de résolution

déposée par M. Eerik-Niiles KROSS et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Le «droit à la liberté et à la sécurité» est garanti aux citoyens des États membres du Conseil de l'Europe par l'Article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme. Dans sa [Résolution 1900 \(2012\)](#) sur *La définition de prisonnier politique*, l'Assemblée parlementaire définit celui-ci comme toute personne dont «la détention a été imposée en violation de l'une des garanties fondamentales énoncées dans la Convention européenne des droits de l'homme et ses protocoles» ou dont «la détention est l'aboutissement d'une procédure qui était manifestement entachée d'irrégularités et qui semble liée aux motivations politiques des autorités».

Sur la base de ces critères, le Centre des droits de l'homme Memorial, une des organisations non gouvernementales les plus respectées de Fédération de Russie, estime que ce pays compte actuellement plus de 300 prisonniers politiques. Ce sont des journalistes, des militants de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, des personnes ayant participé à des manifestations pacifiques, des adhérents de groupes religieux interdits et des membres d'organisations «indésirables». Leur incarcération viole non seulement les obligations générales de la Fédération de Russie dérivées de son appartenance au Conseil de l'Europe, mais également des décisions spécifiques de la Cour européenne des droits de l'homme. Selon Memorial, le nombre de prisonniers politiques a été multiplié par six en Fédération de Russie depuis 2015.

Il est temps que l'Assemblée analyse la crise de plus en plus grave des emprisonnements à motivations politiques en Fédération de Russie et mette en place un contrôle digne de ce nom en nommant un rapporteur chargé de préparer un rapport sur cette question.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

KROSS Eerik-Niiles, Estonie, ADLE
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC
ANDERSON Donald, Royaume-Uni, SOC
BAKRADZE David, Géorgie, PPE/DC
BARDINA Maryna, Ukraine, ADLE
BECHT Olivier, France, ADLE
BEUS RICHEMBERGH Goran, Croatie, ADLE
BILDARRATZ Jokin, Espagne, ADLE
BLENCATHRA David, Royaume-Uni, CE/AD
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
COURSON Yolaine, de, France, ADLE
GALE Roger, Royaume-Uni, CE/AD
GASIUK-PIHOWICZ Kamila, Pologne, PPE/DC
GOLUBEVA Marija, Lettonie, ADLE
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CE/AD
HEER Alfred, Suisse, ADLE
HOFFMANN Christoph, Allemagne, ADLE
JENSEN Michael Aastrup, Danemark, ADLE
KANDELAKI Giorgi, Géorgie, PPE/DC
KOVALCHUK Oleksandr, Ukraine, ADLE
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE
KUHLE Konstantin, Allemagne, ADLE
KUTCHAVA Kakhaber, Géorgie, SOC
LĪBIŅA-EGNERE Inese, Lettonie, PPE/DC
LINK Michael, Allemagne, ADLE
MAIRE Jacques, France, ADLE
MERZHZKO Oleksandr, Ukraine, SOC
MEZENTSEVA Mariia, Ukraine, PPE/DC
OLLDAG Kathrine, Danemark, ADLE
OVCHYNNYKOVA Yuliia, Ukraine, ADLE
OZOLA Linda, Lettonie, PPE/DC
POCIEJ Aleksander, Pologne, PPE/DC
POLIAČIK Martin, République slovaque, ADLE
RAUCH Isabelle, France, ADLE
SKICHKO Oleksandr, Ukraine, SOC
ŚMISZEK Krzysztof, Pologne, SOC
SOBOLEV Serhii, Ukraine, PPE/DC
TAMM Raivo, Estonie, PPE/DC
VASYLENKO Lesia, Ukraine, PPE/DC
VLASENKO Sergiy, Ukraine, PPE/DC
WONNER Martine, France, ADLE
YASKO Yelyzaveta, Ukraine, PPE/DC
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts